

perçus par la voie du régime fiscal, mais il comporte des inconvénients. Un impôt trop lourd décourage la productivité, et tous nos indices montrent que la productivité au pays ne croît pas aussi rapidement qu'auparavant. De plus, l'impôt sur le revenu est inflationniste en soi et, ayant enrichi les coffres fiscaux du gouvernement, il a donné une fausse impression de saine économie. Les taux marginaux élevés d'impôt sur le revenu encouragent l'économie clandestine. Elle fonctionne à l'extérieur du régime fiscal et procure des avantages aux particuliers sans les obliger à payer leur part d'impôt.

La chute du dollar nous préoccupe tous beaucoup aujourd'hui. Bien que nous accusions un surplus de 3 milliards de dollars dans notre commerce de marchandises, ce n'est pas encore assez pour combler nos déficits de change étranger. La chute du dollar augmente les paiements de dividendes et d'intérêts à verser aux prêteurs étrangers. Les interventions du gouvernement lui ont coûté quelque 5 milliards de dollars cette année et je crois que le ministre des Finances s'en va maintenant au Japon contracter un autre emprunt important. De plus, on ne peut payer les créanciers étrangers en dévaluant la devise. Une obligation de \$1,000 de 1971 du gouvernement canadien valait \$500 à la fin de 1978.

Il y a une ou deux choses que j'aimerais suggérer, dans le peu de temps que j'ai, au sujet du problème de la balance des paiements. Nous devrions envisager d'autoriser des exportations à court terme de gaz naturel aux États-Unis. A ceux qui disent que nous ne devrions pas exporter d'énergie, je répondrais que l'énergie est un produit comme tout autre. Nous exportons des grandes quantités d'énergie sous forme de bois et de grain. De plus, nous avons des grandes quantités de grain dans nos fermes dans l'Ouest du pays. Si nous pouvons les transporter jusqu'aux ports, elles pourront être vendues ce qui aidera notre économie.

Le gouvernement pourrait envisager de faciliter l'entrée de capitaux au Canada. Une possibilité serait d'abroger la retenue fiscale de 15 p. 100 sur les investissements à court terme, disons jusqu'à cinq ans. Cette mesure n'entraînerait pas de représailles de la part de nos partenaires commerciaux, comme l'on pourrait s'y attendre si l'on établissait le contrôle des changes étrangers. Le gouvernement et le ministre devraient dire beaucoup plus catégoriquement qu'il n'est pas question d'instaurer un contrôle des changes. La semaine dernière, à Bruxelles, les banquiers nous ont dit que la seule pensée d'un contrôle des changes pousserait les Européens à retirer leurs capitaux.

Monsieur l'Orateur, je vais mettre fin à mes brèves observations afin de donner à mon collègue du NPD l'occasion de prendre la parole pendant quelques minutes. Je suis très heureux d'avoir eu l'occasion d'exprimer mes idées.

M. Bob Rae (Broadview): Monsieur l'Orateur, dans le très peu de temps qui me reste, je tiens d'abord à remercier le député de Dauphin (M. Ritchie) qui a eu la courtoisie de me laisser trois minutes pour terminer le débat.

Le but de mon intervention est simplement d'attirer l'attention sur quelques contradictions très importantes dans l'argumentation que nous a servie aujourd'hui le gouvernement. De tous les débats auxquels j'ai eu le plaisir d'assister depuis le peu de temps que je siège à la Chambre, celui-ci est certes l'une des expériences les plus pénibles de sectarisme que j'ai jamais endurées. Le gouvernement dit d'une part que l'opposi-

Le dollar canadien

tion et des événements sur lesquels il n'a aucune prise sont responsables de la situation précaire du dollar et que nous devrions tous nous montrer bon citoyens et appuyer le ministre des Transports (M. Lang) et le parti libéral, car dire du mal de l'économie, c'est nuire au pays, et dire du mal du parti libéral, c'est aussi nuire au pays. C'est une confusion et une arrogance qui provoqueront la chute du parti libéral du Canada. Il confond l'état de santé du parti libéral avec celui des Canadiens. Chose certaine, le gouvernement actuel a élaboré une politique qu'il ne peut expliquer ni justifier aux Canadiens.

C'est une politique mise au point à l'aveuglette et au petit bonheur. Il tente maintenant de dire aux Canadiens: «Nous avons agi ainsi à dessein.» Il prétend que le dollar flotte quand il l'a muni d'une bouée de sauvetage de 5 milliards de dollars pour lui permettre de flotter. C'est le flottement le plus factice que j'aie pu constater.

Une voix: Des marchés ordonnés.

M. Rae: Des marchés ordonnés? C'est de la foutaise et vous le savez. Il se rend compte qu'il a adopté une politique de taux d'intérêt élevés car, comme le disait le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, il ne peut faire autrement, car notre économie est assujettie à l'économie américaine. Le gouvernement n'a rien fait au sujet de notre situation économique depuis 15 ans.

Le député de Westmount (M. Johnston), qui a voyagé avec moi aux États-Unis, je suis heureux de le signaler, a fait un compte rendu très exact de nos constatations concernant la proposition du parti conservateur au sujet de la déduction des intérêts hypothécaires, mais il a eu l'audace de se présenter à la Chambre et de formuler certaines propositions, comme si le gouvernement actuel envisageait l'avenir avec sérénité quand en réalité, c'est un gouvernement exténué qui manque d'imagination. Le parti libéral a eu 15 ans pour remédier aux problèmes structurels que mon chef a si bien décrits plus tôt aujourd'hui.

Une voix: Nous aurons une autre période de 15 ans.

M. Rae: Il n'aura pas 15 autres années.

• (2200)

Le fait est que la Chambre n'a pas pu examiner les faits. Nous ne savons pas quelles sont les conséquences des taux d'intérêt. On ne nous a pas dit ce que coûteraient les diverses autres politiques qu'on pourrait adopter. Le gouverneur de la Banque du Canada n'a parlé que d'une des gouvernances possibles quand il a témoigné au comité. Il a aussi parlé de toutes les choses horribles qui pourraient se produire si nous faisons autre chose ou si nous songions à adopter une autre politique. Il est temps de faire une réforme, non seulement des politiques financières du gouvernement, mais aussi des moyens dont la Chambre dispose pour obliger le gouvernement à lui rendre des comptes. A l'heure actuelle, ces moyens ne permettent pas aux députés d'obtenir les renseignements nécessaires pour évaluer les politiques que leur présente le gouvernement. En toute conscience, je suis incapable de dire aux habitants de ma circonscription que je sais exactement ce que le gouvernement fait et pourquoi il le fait. Tout ce que je peux leur dire, c'est que le ministre des Finances (M. Chrétien) affirme que c'est la meilleure solution possible pour les Canadiens. Cela ne me satisfait pas et je ne pense pas que cela satisfasse les habitants de Broadview.